



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n° 2025-81
portant autorisation de changement d'exploitant
des installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles
dans des entrepôts couverts**

**SCI TROISLANDES
Commune de Saint-Geours-de-Maremne**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation PR/DAGR/2009/n° 158 (160) du 26 mars 2009 à exploiter un entrepôt de marchandises combustibles complété par l'arrêté préfectoral modificatif PR/DAGR/2009/n° 193 du 15 avril 2009,
- Vu** le courrier en date du 20 avril 2022 de déclaration de changement d'exploitant, réceptionné par l'UD-40 le 3 mai 2022 : la société SARL ARROW-DAX, dont le siège social est à PARIS 8 (75008) - 134 boulevard Haussmann, identifiée au SIREN sous le n° 499886430 et immatriculée au RCS de PARIS, sollicite le transfert, au profit de la société SCI TROISLANDES, de l'autorisation d'exploiter les installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts en date du 30 septembre 2019, société dont le siège social est à LANNE (65380), 51 rue des Chênes, identifiée au SIREN sous le n° 851844720 et immatriculée au RCS de TARBES,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-136-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Considérant** que tout changement d'exploitant d'une installation soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement doit être déclaré au préfet,
- Considérant** que le propriétaire SCI TROISLANDES loue les installations situées au 256 rue de la Gravière sur la commune de Saint-Geours-de-Maremne (40230) à la société TRANSPORTS BARCOS,
- Considérant** que l'exploitant a indiqué par courrier électronique en date du 7 février 2025 n'avoir aucune observation à formuler après avoir pris connaissance du projet d'arrêté préfectoral complémentaire,
- Considérant** qu'en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Transfert de l'autorisation

La société SCI TROISLANDES, dont le siège social est situé au 51 rue des Chênes - 65380 LANNE, est autorisée à se substituer à la société SARL ARROW-DAX pour exploiter des installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts situés au 256 rue de la Gravière à Saint-Geours-de-Maremne (40230) et autorisés par les arrêtés préfectoraux susvisés et dont le locataire des lieux est l'entreprise TRANSPORTS-BARCOS.

Article 2 – Autres dispositions

Les dispositions des arrêtés préfectoraux PR/DAGR/2009/n° 158 (160) du 26 mars 2009 et PR/DAGR/2009/n° 193 du 15 avril 2009 susvisés sont applicables à la société SCI TROISLANDES pour les installations visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le maire de Saint-Geours-de-Maremne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la société SCI TROISLANDES.

Mont-de-Marsan, le 21 MARS 2025

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale



Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noulbos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).